



Fiche pays

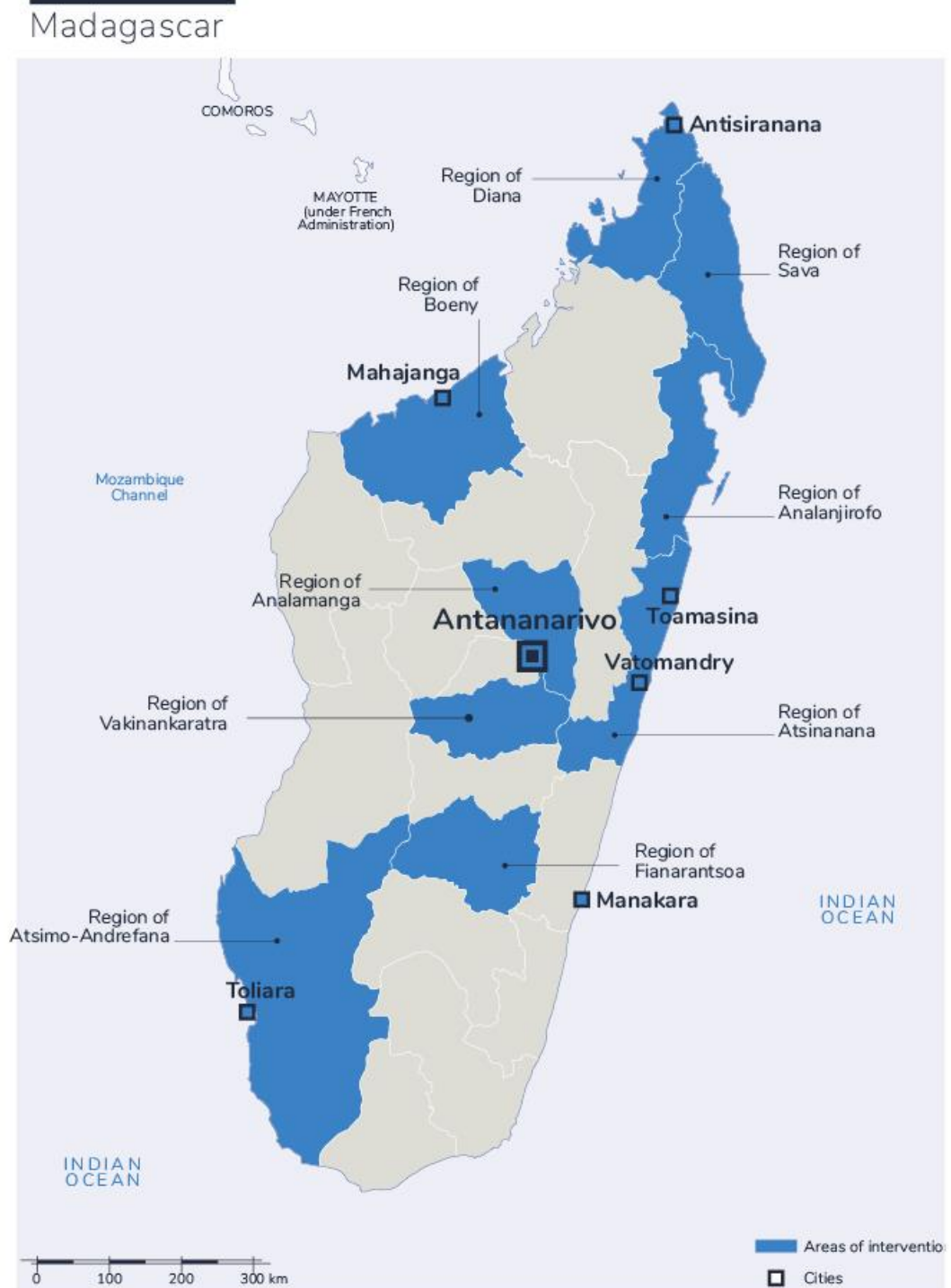
Madagascar





L'équipe HI et les zones d'intervention

L'équipe du programme Madagascar se compose de 150 collaborateurs.





Données générales sur le pays

Données générales

Pays	Madagascar	Mozambique	France
Population	30 325 735	33 897 354	68 170 228
IDHI	0.328	0.27	0.82
SIGI	41	19.2	10.1
Mortalité maternelle	392	127	8
Index GINI	42.6	50.3	31.5
Population sous Mandat HCR	1228	603 183	762 378
Index INFORM	5.1	6.9	2.9
Index États fragiles	79.8	92.5	28.3
Protection sociale publique		12.7	100%
Aide officiel au développement reçue	999.9	2258.7	999.9

Instruments de Droit humanitaire ratifiés par le pays

Instruments du droit humanitaire	Statut
Traité contre les mines	Ratifié le 16/09/1999
Convention sur les armes à sous-munitions	Ratifiée le 03/12/2008
Convention relative aux droits des personnes handicapées	Ratifiée le 12/05/2015

Analyse géopolitique

Contexte social, culturel et démographique

Le dernier recensement national, dont été publiés en 2020, a eu lieu en 2018 (RGPH-3) ; le recensement précédent avait eu lieu en 1993. Les données démographiques les plus actuelles proviennent de la dernière enquête démographique et de santé qui date de 2021. Cette enquête montre que la population malgache est extrêmement jeune. L'âge médian de la population est estimé à 19,1 ans et 43% de la population est âgée de moins de 15 ans, tandis que seulement 4% ont plus de 65 ans.



La grande Île est l'un des 10 pays les plus frappés par le réchauffement climatique selon Oxfam et les phénomènes météorologiques à forte intensité sont appelés à s'accroître à l'avenir. Enfin, l'accès de la population aux services est complexifié par le taux de personne non connectées à un réseau routier (estimé à 55%) et par des infrastructures routières usées, obsolètes et qui résistent mal aux chocs climatiques.

La population malgache vit toujours majoritairement en zone rurale, avec environ 79% des habitants résidant en dehors des zones urbaines, où se concentre 85% de la pauvreté. Le taux d'urbanisation a légèrement augmenté, atteignant environ 21% en 2024. La région d'Analamanga, qui abrite la capitale Antananarivo, continue de regrouper une partie significative de la population, avec 14,5% des Malgaches y résidant. Cependant, le rythme de croissance démographique de la capitale a ralenti au cours des dernières décennies, en partie à cause des défis économiques et de l'exode rural modéré.

L'accès aux droits économiques, sociaux et culturels reste limité à Madagascar, un pays où l'éducation est encore loin d'être universellement accessible. Selon les dernières enquêtes (Rapport MICS-Eagle, UNICEF, 2022), « le taux d'achèvement au niveau primaire est de 56% avec 86% pour le quintile le plus riche contre 18% pour le quintile le plus pauvre. De même pour le collège, le taux d'achèvement est de 26% avec 67% pour le quintile le plus riche et 3% pour le plus pauvre. Au niveau lycée, moins de 1%, des enfants atteignent ce niveau d'éducation dans la catégorie la plus pauvre, alors que dans la population la plus riche, l'achèvement peut atteindre 58%. La prévalence de la non-scolarisation varie d'une région à l'autre et la proportion des enfants non-scolarisés augmente à chaque changement de cycle. Dans la plupart des régions de Madagascar, 8 enfants sur 10 parmi les plus pauvres n'ont pas accès à l'école primaire. En milieu rural, le pourcentage de jeunes non scolarisés est deux fois plus élevé que celui des jeunes non scolarisés du collège en milieu urbain. Le mariage précoce constitue un obstacle aux opportunités d'éducation des jeunes à Madagascar. La pauvreté extrême ne semble pas être la seule cause du travail des enfants à Madagascar, 1 enfant sur 4 issu de quintile le plus riche déclare travailler avant 17 ans ».

Concernant le milieu carcéral, la population carcérale est estimée à 27 308 hommes, dont 12 288 prévenus ; 1 991 femmes, dont 1 240 prévenues ; 830 garçons, dont 597 prévenus ; et 56 filles, dont 40 prévenues en juin 2024. La situation des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne les conditions de détention, reste critique. Les prisons malgaches sont largement surpeuplées, et les conditions y sont qualifiées d'inhumaines. Le débat autour de la légalisation de la castration chimique et chirurgicale en cas de viol sur mineurs est un exemple récent qui illustre la violation des droits de l'homme qui survient à Madagascar dans le cadre du système de justice (Amnesty International, Janvier 2024).

En ce qui concerne la sécurité alimentaire, le "Kéré", continue de sévir dans le Grand Sud. Cette situation provoque des déplacements massifs de population vers le Nord, ce qui accroît les tensions communautaires et ethniques. En outre, les attaques contre les albinos se sont multipliées ces dernières années, motivées



par des croyances superstitieuses et la pauvreté endémique qui pousse certains à perpétrer ces crimes.

La situation politique

Les dernières élections présidentielles ont eu lieu en novembre 2023 et, malgré leur contestation par l'opposition, les résultats ont confirmé un second mandat successif pour M. Rajoelina. Les enjeux d'alternance, de respect de la démocratie et des institutions, du poids de la société civile et des contre-pouvoirs existants dans toute démocratie ont fait partie des enjeux de ce scrutin.

Les dernières élections législatives ont eu lieu en juillet 2024 dans un climat de tension politique, avec des accusations d'irrégularités et des contestations multiples de la part des partis d'opposition. Le gouvernement nouvellement formé devra naviguer dans un climat de méfiance et de contestation, ce qui pourrait entraîner des répercussions sur l'avenir politique de Madagascar.

La situation économique

La situation économique actuelle de Madagascar est caractérisée par une croissance modeste mais stable, bien que le pays reste confronté à plusieurs défis structurels. En 2024, Madagascar est classé 5ème pays le plus pauvre du monde malgré un contexte de paix. Sa croissance économique est estimée à 4,5%, avec des prévisions d'une augmentation à 5,3% en 2025. Cette croissance est principalement soutenue par les secteurs des industries extractives, du tourisme, et des télécommunications, qui continuent de se développer malgré les difficultés. Cependant, l'économie est toujours vulnérable en raison de l'augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, ce qui a conduit à une inflation de 9,9% en 2023.

Le déficit budgétaire du pays a également augmenté, atteignant 6,1% du PIB en 2023. Bien que le niveau de la dette publique ait augmenté à 58% du PIB, les risques de surendettement restent modérés.

En résumé, bien que l'économie de Madagascar montre des signes de croissance, elle reste fragile. Par ailleurs, le pays continue de souffrir d'une dette publique élevée, limitant la capacité du gouvernement à augmenter ses dépenses publiques. Madagascar est également toujours vulnérable aux chocs climatiques, qui peuvent perturber l'activité agricole et affecter les revenus des ménages, exacerbant ainsi la pauvreté. Le taux de pauvreté reste préoccupant, avec une grande partie de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté international.

Résumé de la présence HI dans le pays

En 2022, HI a célébré ses 35 années de présence à Madagascar, période qui a été marquée par plusieurs phases caractérisant notre histoire dans le pays :



- 1987 à 1996 : actions exclusivement dans le domaine de la réadaptation
- 1996 à 2005 : période Action Nord Sud et travail sur la structuration du milieu associatif
- 2006 à 2014 : recentrage sur le handicap
- 2015-2023 : COP (Cadre opérationnel pluriannuel) et StratOp : élargissement des zones géographiques et des secteurs
- Développement de la capacité de réponse aux besoins humanitaires depuis 2021



Projets en cours

Secteurs où HI développe des projets avec focus sur les bénéficiaires et les partenaires.

Secteur(s) d'intervention principaux	Activités principales	Bénéficiaires	Partenaires	Localisation	Dates de début et fin du projet	Bailleurs qui financent le projet
GESTION DES RISQUES ET DES CATASTROPHES Atrika	<ul style="list-style-type: none"> • Production et diffusion des études de bases et des exercices de cartographie • Développement et test des protocoles d'action précoce • Renforcement de capacités, de développement des connaissances et d'ATI pour favoriser l'adoption des bonnes pratiques en matière d'inclusion au sein de la communauté 	<ul style="list-style-type: none"> • 329 600 dont 164 841 femmes et 164 759 hommes ; • Acteurs de GRC (BNGRC, autorités et structures régionales et locales de GRC et OSC dont OPH)329 	<ul style="list-style-type: none"> • BNGRC • Organisations de Personnes Handicapées • Organisations de la Société Civile • Acteurs de la GRC et de l'Action Anticipée 	Boeny Diana	Janvier 2022 – Décembre 2024	Aide humanitaire allemande - <i>Deutsche Humanitäre Hilfe</i> GFFO
GESTION DES RISQUES ET DES CATASTROPHES Avotse – HIP24	<p>Mise en place de systèmes de prévision et d'alerte précoce :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement et institutionnalisation de Protocoles d'Action Anticipée (PAA) pour la sécheresse dans 16 communes des 4 districts du Grand Sud • Appui à la coordination des systèmes d'alerte précoce (SAP) et des initiatives d'Actions Anticipées (AA) en collaboration avec les autorités nationales et locales <p>Renforcement des capacités et de la coordination des acteurs :</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 275 838 personnes vivant dans 16 communes des 4 districts des régions Androy, Anosy, et Atsimo Andrefana • Autorités locales et les institutions régionales 	<ul style="list-style-type: none"> • ACF • WHH • SAHI 	Atsimo Andrefana	Mai 2024 - Avril 2026	ECHO



	<ul style="list-style-type: none"> • Formation des acteurs locaux et régionaux pour une meilleure anticipation et réponses aux crises climatiques • Coordination des efforts entre les différents acteurs humanitaires et gouvernementaux pour une réponse plus efficace aux risques climatiques, notamment la sécheresse <p>Plaidoyer pour l'inclusion et l'harmonisation des approches :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Promotion de l'intégration des Actions Anticipées dans les politiques nationales et les plans de contingence • Renforcement de l'inclusivité dans les processus d'anticipation des risques en s'assurant que les populations les plus vulnérables (personnes handicapées, femmes, enfants, etc.) soient prises en compte <p>Réponse aux crises :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Préparation et mise en œuvre de réponses rapides aux crises via un mécanisme de « Crises Modifier » pour intervenir rapidement en cas de nouveaux chocs ou crises <p>Suivi et évaluation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un système de suivi des résultats des Actions Anticipées, avec une analyse des coûts-avantages pour promouvoir l'augmentation des financements dédiés à ces actions 					
<p>INSERTION</p> <p>Masôva</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités des conseillers d'information et d'orientation et des équipes de formation • Soutien et innovation des dispositifs de formation 	<ul style="list-style-type: none"> • 930 personnes handicapées (développement des compétences) • 570 jeunes handicapés 	<ul style="list-style-type: none"> • METFP • MinPop • MJS • VOVONANA • AFHAM • CROPH 	<p>Analanjirifo</p> <p>Atsinanana</p> <p>Vatovavy</p>	<p>Juin 2022</p> <p>-</p> <p>Décembre 2024</p>	<p>USAID</p>



	<ul style="list-style-type: none"> • Développement d'une approche inclusive de la chaîne de valeur pour les producteurs, les groupes d'agriculteurs et les entreprises • Mise en place d'un dispositif d'ASP • Renforcement de l'inclusion du programme Lifeskills • Renforcement de l'inclusion des personnes handicapées dans les SILC • Création/renforcement d'une plateforme de concertation multi-acteurs • Mise à jour des politiques des entreprises et des établissements d'enseignement technique et de formation professionnelle 	<p>(autonomisation économique)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 structures (employeurs, institutions, dispositifs de formation et société civile) 	<ul style="list-style-type: none"> • Organe du développement du Diocèse de Toamasina • Diocèse de Mananjary 			
<p>INSERTION</p> <p>Projet FEF : Responsabilité sociale des entreprises et employabilité</p>	<p>Composante 1 : Développer et renforcer les compétences liées à l'employabilité des jeunes, dont les jeunes en situation de vulnérabilité, par le renforcement de capacités des structures de formation ciblées</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement des entreprises partenaires par une Assistance Technique en Inclusion (ATI) afin qu'elles deviennent des employeurs inclusifs • Formation et coaching des enseignants et tuteurs d'alternance pour 1 - la mise en place de mesures spécifiques concrètes en faveur des étudiants vulnérables inscrits dans leur établissement ; 2 - la prise en compte de l'approche inclusive <p>Composante 2 : Soutenir l'insertion professionnelle des jeunes, dont les jeunes en situation de vulnérabilité, par le renforcement des structures spécifiques à l'insertion ciblées</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déploiement de dispositifs d'information aux métiers et formations adéquates, en collaboration 	<ul style="list-style-type: none"> • Alternance Travail et Etude : 100 LTP et CFP, 150 Universités • Lifeskills et softskills/Ateliers de renforcement de l'employability par les CIO : 300 jeunes • Bénéficiaires d'associations de jeunes : 500 jeunes • Fonds d'équité : 100 jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> • Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) • Agence Universitaire Francophone (AUF) • METFP, ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) • Réseau Zara, Association des Etudiants en situation 	<p>Analamanga</p> <p>Atsinanana</p> <p>Analanjirifo</p> <p>Matsiatra</p> <p>Ambony</p>	<p>Juin 2024 - Juin 2026</p>	<p>Ambassade de France</p>



	<p>avec les entreprises intéressées et les établissements de formation</p> <p>Composante 3 : Sensibiliser les acteurs institutionnels, universitaires et du secteur privé en faveur d'une plus forte employabilité des jeunes, dont les jeunes en situation de vulnérabilité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation des OSC (organisations de la société civile)/OPH (organisation des personnes handicapées) membres du Réseau ZARA à l'élaboration de la stratégie de plaidoyer : atelier de renforcement de capacités des OSC en techniques de plaidoyer ; validation de la stratégie de plaidoyer ; et coaching pour la mise en œuvre 		<p>d'Handicap de l'Université de Tananarive (AEHUTE), Association des étudiants Albinos</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lab Handicap, Association Malgache des Directeurs des Ressources Humaines, FIVMPAMA 			
<p>EDUCATION</p> <p>Manonga</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Appui aux établissements partenaires pour le déploiement de formations éducatives inclusives et pour la mise en œuvre de plans d'action inclusifs • Appui aux établissements pour les réaménagements pour les élèves à besoins spécifiques • Appui aux enseignant(e)s dans le renforcement des méthodes d'enseignement inclusives • Organisation d'évènements de plaidoyer au niveau local et national • Appui du MEN et du ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle pour l'animation de la Plateforme Nationale de l'Education Inclusive 	<ul style="list-style-type: none"> • 1 330 enfants et jeunes handicapés • 8 240 parents et familles d'élèves handicapés • 1 320 enseignants • 83 associations de parents d'élèves (415 personnes) ; • 320 personnes issues des Ministères de tutelles et des structures régionales 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère de l'Éducation Nationale • Fanarenana 	<p>Atsinanana</p> <p>Analanjirifo</p>	<p>Janvier 2022</p> <p>–</p> <p>Décembre 2025</p>	<p>AFD</p> <p>Fondation Pierre Bellon</p>
<p>EDUCATION</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mapping des acteurs/services éducation • Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation auprès des usagers des services d'éducation et du grand public 	<ul style="list-style-type: none"> • 80 structures renforcées dont 75 écoles et 5 structures de 	<p>Partenaires institutionnels:</p> <ul style="list-style-type: none"> • MSP 	<p>Diana</p> <p>Atsimo</p>	<p>Janvier 2023</p> <p>-</p> <p>Décembre 2027</p>	<p>Ministère des Affaires Étrangères et</p>



<p>Mitraka, projet Relais</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des formations des acteurs sur différentes thématiques en lien avec la vie de leur organisation • Organiser des réunions ou rencontres entre parents ayant des enfants handicapés • Organiser des rencontres régulières du collectif d'usagers des SAR et des écoles • Appuyer les collectifs à l'instauration d'un dialogue avec les responsables des services • Appuyer les usagers pour la réalisation des microprojets ou aménagement raisonnable pour l'amélioration de l'environnement des usagers (école, domicile) • Former les professionnels de la Réadaptation et de l'Education sur un minimum de thématiques clés • Former les professionnels de l'Education sur un minimum de thématiques clés : Education inclusive, Culture inclusive, Approche individualisée, CRDPH, ... • Organiser des rencontres des professionnels de la réadaptation et les acteurs de l'éducation • Former, suivre et accompagner des professionnels de l'Education à l'utilisation des outils RMS et 5S • Appuyer la mise en place des classes passerelles • Appuyer la révision et l'adaptation des curricula de formation des enseignants • Mettre en place des dispositifs de prise en charge des besoins spécifiques et dispositifs accompagnement des élèves handicapés • Organiser des réunions et rencontres avec les décideurs pour les sensibiliser à l'existence des 	<p>réadaptation dont 2 SAR et 3 URF</p>	<ul style="list-style-type: none"> • MEN • MPPSPF • MJS <p>Partenaires opérationnels:</p> <ul style="list-style-type: none"> • CROPH • Farimbon'Ezaka ho Fahombiazan'ny Fanabeazan eny Ifotony • Fikambanan'ny Raiamandrenin'ny Mpianatra • Fédération des Professionnels de la Réadaptation de Madagascar • Association des Médecins Physiques et de Réadaptation de Madagascar • Association des Kinésithérapeutes de Madagascar • Association Malgache pour l'Ergothérapie • Association des Techniciens 	<p>Andrefana</p>		<p>Européennes du Luxembourg</p>
--------------------------------------	---	---	--	------------------	--	----------------------------------



	<p>conventions, des textes et politiques et la mise en œuvre de différents plans nationaux</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organiser des ateliers de concertation sécurisé (safe space) pour discuter et accompagner l'application des cadres de références • Organiser des ateliers pour l'élaboration du nouveau ou la mise à jour du plan national de la réadaptation • Organiser des ateliers tripartites ministère de la Santé Publique / le ministère de l'Education Nationale / le ministère de la Jeunesse et des Sports, afin de créer des synergies interministérielles • Appuyer la rédaction d'une stratégie interministérielle incluant à un plan d'action, suivi/évaluation sur déploiement de l'éducation inclusive • Organiser des ateliers de diffusion de la stratégie • Assurer des actions de plaidoyer et renforcer le système d'information 		<p>Orthoprothésistes de Madagascar</p>			
<p>SANTE Hifali 2</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la prise en charge (dont urgente) des personnes présentant des problèmes de santé mentale • Sensibilisation sur la santé mentale, lutte contre la stigmatisation et identification des acteurs et associations engagés dans ces actions ; • Plaidoyer pour le développement d'une offre nationale de formation en santé mentale ; • Appui du Service de la santé mentale pour la mise à jour du Plan National de la Santé Mentale et de l'Épilepsie 	<ul style="list-style-type: none"> • 2 460 individus et 200 structures et acteurs de la santé mentale dont : • 80 professionnels de la santé, 280 agents de santé communautaires et 100 membres d'associations locales, 200 services membres des 26 réseaux d'entraide à 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère de la santé publique 	<p>Boeny Analamanga Boeny</p>	<p>Janvier 2022 – Décembre 2025</p>	<p>AFD</p>



HI_FichePays-Externe_Long_MADAGASCAR-2024

		base communautaire et 2000 personnes vulnérables				
DROITS & APPUI AUX OPH Mahatsangy	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement et accompagnement personnalisé des partenaires dans l'amélioration de leurs activités Renforcement de leur résilience économique à travers : la création d'AGR à travers un dispositif de COFIN en cascade ; l'optimisation de la rentabilité des AGR ; l'appui au montage de projets et à la recherche de financements ; la mise à disposition d'une enveloppe de fonds pour des actions de sensibilisation ; Dynamisation et développement du réseau ZARA. 	<ul style="list-style-type: none"> 7 organisations partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> Ministère de la santé publique 	Ana Analamanga Vakinankaratra Amoron'i Mania Haute Matsiatra Diana	Janvier 2022 – Décembre 2024	DCI Monaco
Gouvernance inclusive Rindra	<ul style="list-style-type: none"> Faciliter les échanges des OPH avec les OSC Appuyer le processus participatif et inclusif d'élaboration et de validation du plan d'action pour la mise en œuvre de la CRDPH Effectuer la mobilisation du ministère de la Population pour la mise en place de la Commission Nationale du Handicap Soutenir les actions du ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme dans le cadre de la mise en œuvre des actions du PNIAH Réaliser une étude sur les barrières à la participation des personnes handicapées à la vie civique et aux instances de prises de décision Appuyer les initiatives de mise en conformité des textes de loi avec la CRDPH 	<ul style="list-style-type: none"> Personnes marginalisées participant dans les Structures Locales de Concertation en 2026 : 500 Actions concrètes par et pour les personnes handicapées réalisées dans les communes pour augmenter leur implication dans la vie publique et les instances de prise de décision en 2026 :08 	Partenaires institutionnels <ul style="list-style-type: none"> Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme (MPPSPF) Direction Générale de la Décentralisation Institut national de décentralisation et de développement local (INDDL) Régions, Districts 	Analamanga Atsinanana Analanjirofo Menabe SAVA	Avril 2023 – Décembre 2024	USAID PNUD



	<ul style="list-style-type: none"> • Contribuer à l'amélioration du degré d'inclusivité des approches et des pratiques de Rohy et Fanainga • Faciliter l'appropriation par les autorités régionales et locales de la CRDPH par la mise à disposition du livret de poche et des capsules vidéos illustratives de la CRDPH • Appui à la structuration et au renforcement de capacités des OPH locales • Appuyer l'opérationnalisation de l'Observatoire du handicap • Soutenir les OPH dans des actions d'Information-Education-Communication sur le respect de leurs droits et la lutte contre les formes de discrimination et de stigmatisation • Mise à disposition d'un fonds d'appui à la participation sociale et à l'émancipation des personnes handicapées • Appuyer les collectivités décentralisées en gouvernance inclusive et dans le développement et la mise en œuvre d'un Plan Communal de Développement et budget inclusif 		<p>et Communes d'intervention</p> <p>Partenaires non-étatiques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Multi-Sector Information Service (MSIS) • FANAINGA – Appui à la société civile malagasy • Observatoire du handicap (ODH) • Mouvement ROHY • Organisations des personnes handicapées au niveau des zones d'intervention • Organisations de la société civile qui œuvrent dans le domaine du handicap et/ou des Droits humains 			
<p>MILIEU CARCERAL</p> <p>Mafonja</p>	<p>Formation et renforcement des capacités :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation des personnels pénitentiaires, des intervenants auprès des mineurs et des professionnels en charge des enfants en conflit avec la loi (ECL) 	<ul style="list-style-type: none"> • 450 jeunes ECL • 20 organisations de la société civile 	<ul style="list-style-type: none"> • Grandir Dignement 	<p>Analamanga</p> <p>Atsimo</p> <p>Andrefana</p> <p>Boeny</p>	<p>Décembre 2023</p> <p>-</p> <p>Décembre 2025</p>	<p>UE</p>



	<ul style="list-style-type: none">• Renforcement des capacités des membres du personnel et des acteurs intervenants dans le domaine de la protection des mineurs <p>Appui et intervention directe auprès des enfants et des familles :</p> <ul style="list-style-type: none">• Mise en œuvre de programme éducatifs, sanitaires, psychosociaux et juridiques pour les enfants en milieu carcéral• Appui aux familles des enfants à risque, notamment par l'implication d'éducateurs parentaux et la facilitation de l'accès aux services de santé et d'éducation <p>Amélioration des conditions de vie et de réinsertion :</p> <ul style="list-style-type: none">• Amélioration des conditions d'hygiène et d'accès aux soins des enfants• Mise en place de programmes de nutrition, de formation professionnelle et de préparation à la réinsertion sociale et économique <p>Sensibilisation et mobilisation communautaire :</p> <ul style="list-style-type: none">• Sensibilisation des ECL, de leurs familles et de la communauté aux droits humains et à la non-discrimination• Promotion de l'engagement communautaire et du soutien par des organisations de la société civile dans l'accompagnement à la réinsertion des enfants <p>Plaidoyer et renforcement du cadre juridique :</p> <ul style="list-style-type: none">• Promotion de l'application des mesures et peines alternatives à la détention• Renforcement des capacités institutionnelles et juridiques pour assurer le respect des droits mineurs en conflit avec la loi			Diana Sava		
--	--	--	--	---------------	--	--



	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de systèmes de collecte de données pour mieux informer et orienter les politiques publiques 					
<p>MILIEU CARCERAL</p> <p>Mitsinjo</p>	<p>Amélioration des conditions de vie et de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> Action pour renforcer la sécurité alimentaire, l'accès aux soins et l'hygiène dans les établissements pénitentiaires Aménagements des espaces de travail et renforcement des compétences du personnel pénitentiaire Formation des personnes détenues en techniques agricoles et activités productives pour améliorer la sécurité alimentaire <p>Réinsertion socio-économique des personnes détenues :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en place de dispositifs de soutien psychosocial, de maintien des liens familiaux et de formations professionnelles Développement de projets de réinsertion économique, incluant des formations et des activités génératrices de revenus pour les détenus Facilitation de l'accès aux droits et services juridiques pour les détenus <p>Expérimentation et innovation dans les services pénitentiaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> Création de plateformes multiservices dans les maisons carcérales, offrant divers services innovants aux détenues Mise en place et évaluation de dispositifs de services multisectoriels pour les détenus avec des ateliers d'échange d'expériences et de réflexion 	<ul style="list-style-type: none"> Effectif totale des personnes détenues : 2 180 personnes dont 2004 hommes, 113 femmes, 61 garçons et 2 filles Effectif total du personnel pénitentiaire : 170 dont 44 DRAP (dont 11 femmes), 118 MC (dont 25 femmes) et 8 hommes Camp Pénal 	<ul style="list-style-type: none"> Power People Inclusion (PPI) Association Chrétienne pour le Développement et l'Action Environnementale à Madagascar (ACDEM) 	<p>Boeny</p> <p>Amoron'i Mania</p>	<p>Décembre 2023</p> <p>-</p> <p>Décembre 2026</p>	<p>AFD</p>



	<p>Renforcement des structures de gestions et des ressources :</p> <ul style="list-style-type: none">• Structuration et optimisation de la gestion des ressources naturelles, humaines et matérielles dans les établissements pénitentiaires• Mise en place de systèmes de gestion et d'approvisionnement durables pour répondre aux besoins des détenus et du personnel pénitentiaire					
--	--	--	--	--	--	--



Logos des Bailleurs de fonds

HI_FichePays-Externe_Long_MADAGASCAR-2024

ECHO



ADH



PNUD



USAID



AFD



Fondation Pierre Bellon



Ambassade de France



GFFO



MAEE Luxembourg



Fondation Roi Baudouin



DCI Monaco



UE

